



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

FONDS DE DOTATION PAUL ET ROSETTE

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 août 2008

Déclaré le 27 juillet 2013 à la préfecture de Paris

Siège social : 12, rue des Rambervillers
75012 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FONDS DE DOTATION PAUL ET ROSETTE

Fonds de dotation régi par la Loi du 4 août 2008
Déclaré le 27 juillet 2013 à la préfecture de Paris
Siège social : 12, rue des Rambervilliers
75012 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A Mesdames et Messieurs les Administrateurs du **Fonds de dotation PAUL ET ROSETTE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation PAUL ET ROSETTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux administrateurs du fonds de dotation sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 27 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Younès BOUJJAT

✓ Certified by  yousign

Younès BOUJJAT

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles	1 789 842		1 789 842	2 663 833
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	1 789 842		1 789 842	2 663 833
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	28 257		28 257	43 374
Valeurs mobilières de placement	2 270 737	5 029	2 265 709	1 842 862
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	100 197		100 197	130 598
Charges constatées d'avance				
TOTAL III	2 399 191	5 029	2 394 163	2 016 833
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 189 033	5 029	4 184 004	4 680 666

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 930 827	1 573 299
Excédent ou déficit de l'exercice	421 960	357 528
Situation nette	2 352 787	1 930 827
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	2 352 787	1 930 827
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 789 842	2 663 833
Fonds dédiés		
TOTAL III	1 789 842	2 663 833
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 320	17 170
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	29 056	68 836
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	41 376	86 006
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 184 004	4 680 666

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	220 604	211 363
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		52
TOTAL I	220 604	211 416
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	120 745	551 654
Aides financières	539 320	
Impôts, taxes et versements assimilés	11 899	11 526
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	20	
TOTAL II	671 984	563 180
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-451 380	-351 764
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	874 186	700 845
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 182	3 862
Différences positives de change		-25
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		6 301
TOTAL III	878 368	710 983
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	5 029	
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 690
TOTAL IV	5 029	1 690
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	873 339	709 293
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	421 960	357 528

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 098 972	922 398
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	677 012	564 870
EXCÉDENT OU DÉFICIT	421 960	357 528

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

PREAMBULE :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 4 184 004 €
- Total du compte de résultat (Produits) 1 098 972 €
- Résultat de l'exercice (Excédent) 421 960 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITE :

Le fonds de dotation Paul et Rosette a été créé le 10/07/2013.

Il a pour objet de soutenir et de conduire toutes missions d'intérêt général à caractère culturel et éducatif visant à la transmission, la diffusion et l'enseignement du judaïsme et de la culture juive.

Le fonds de dotation pourra également mener toute action à caractère social, notamment en développement le soutien aux familles les plus défavorisées, dans le respect des valeurs juives.

Le fonds de dotation pourra promouvoir et favoriser le développement d'événements et d'animations permettant de collecter des fonds destinés à participer au financement d'activités d'intérêt général.

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- d'indépendance des exercices ;
- de principe de prudence ;
- d'évaluation des éléments selon la méthode des coûts historique.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC 2022-04, relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;

Avantages et ressources provenant de l'étranger

Au titre de l'exercice 2024, le fonds de dotation n'a reçu aucun avantage ni aucune ressource en provenance de l'étranger. De ce fait, l'état des avantages et de ressources provenant de l'étranger n'a pas été établi.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 5 200 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), au titre de la mission légale de contrôle des comptes.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles apportées en usufruit Les immobilisations apportées en usufruit sont évaluées à leur prix de revient.

Les amortissements ont été pratiqués suivant la durée d'apport en usufruit décrites dans les actes notariés.

Créances & dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Au 31/12/24, les plus-values latentes s'élèvent à 227 390 €.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été valorisées car elles n'impactent pas de manière significative l'activité du fonds de dotation

METHODES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION :

Le présent bilan est établi conformément aux règles comptables. Les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'année précédente.

Néanmoins, il est opportun de signaler que les produits et charges générés par la mise en location de l'immeuble détenu en Usufruit ont été comptabilisés distinctement à partir de l'exercice précédent.

Pour rappel, il a été intégré dans les comptes de l'exercice précédent uniquement le résultat net de cette mise en location déduction faite de toutes les charges d'exploitation.

En application avec le nouveau règlement ANC 2018-06, la dotation initiale du fonds a été reclassée en « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les donations temporaires d'usufruit comptabilisées en immobilisations incorporelles sont amorties sur la durée de la donation temporaire avec pour contrepartie la rubrique « Fonds reportés liés aux legs ou donations ».

Les amortissements antérieurement comptabilisés relatif aux donations temporaires d'usufruit ont été extournées pour être comptabilisées conformément à la nouvelle méthode.

Faits caractéristiques

Les produits financiers correspondent aux dividendes reçus dans le cadre de l'apport en usufruit des valeurs mobilières de placement et aux produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement.

Les produits d'exploitation correspondent aux loyers perçus dans le cadre de l'apport en usufruit d'un bien immobilier.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Changement de méthodes comptables

Les intérêts courus sont comptabilisés pour la première fois cette année, pour un montant de 27 793 €.

INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT APPORTEES EN USUFRUIT :

Type de donations	Base amortissable	Augmentations	Diminutions	Amort cumulé	Solde à la fin de l'exercice	Durée d'apport jusqu'au
Actions ALTEN	2 229 366			2 229 366		30/09/2019
Immeuble	496 800			496 800		31/08/2023
Actions ALTEN	1 694 950			1 694 950		30/09/2022
Actions ALTEN	1 694 968			1 694 968		30/09/2024
Actions ALTEN	2 940 205			2 277 551	662 654	05/10/2026
Actions ALTEN	2 940 205			1 813 017	1 127 188	05/10/2028
Total	11 996 493			7 977 285	1 789 842	

Type de donations	Type de produits reçus	Produits perçus
Actions ALTEN	Dividendes	783 801
Immeuble	Loyers	220 604
	Total	875 201

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II				

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	4 182	5 029	4 182	5 029
TOTAL III	4 182	5 029	4 182	5 029
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	4 182	5 029	4 182	5 029
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières		5 029	4 182	
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	28 257	28 257	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	28 257	28 257	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 320	12 320		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	29 056	29 056		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	41 376	41 376		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 320	17 170
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 056	62 836
TOTAL	35 376	80 006

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	28 257	43 374
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	28 257	43 374

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 573 299	357 528			1 930 827
Excédent ou déficit de l'exercice	357 528	-357 528	421 960		421 960
Situation nette	1 930 827		421 960		2 352 787
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 930 827		421 960		2 352 787

Commentaires : néant

